

PATRIMOINES CULTURELS ET IDENTITES EN MEDITERRANEE ORIENTALE :
RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET ENJEUX IDENTITAIRES

Deuxième atelier : « Identités nationales et recherche archéologique. Les aléas du processus de patrimonialisation (Levant, Golfe, Iran) »

Jeudi 27 novembre 2008, Lyon, Maison de l'Orient (amphithéâtre Benvéniste)

RESUMES

L'archéologie de la Perse éternelle dans la République islamique d'Iran

Remy BOUCHARLAT

Au cours du demi-siècle écoulé, la relation entre identité nationale et recherche archéologique en Iran a connu deux périodes différentes, avant et après la révolution islamique, que j'appellerais plutôt révolution iranienne. Les changements ont deux fondements :

- changement politique, entraînant un retour visible du nationalisme, en réaction contre l'occidentalisation à marches forcées voulue par le régime impérial.*
- changement idéologique : intervention de l'Islam comme mode de gouvernement et de pensée à tous les niveaux.*

Le premier changement est relativement simple à décrire. Il aboutit à la fermeture de fait du terrain à la recherche archéologique étrangère, très largement prédominante auparavant (jusqu'à 50 missions). Cette situation durera 20 ans. Cette fermeture n'a jamais été officielle et a beaucoup moins touché les recherches des étrangers dans d'autres domaines de l'« iranologie » que l'archéologie, par exemple la littérature, les manuscrits, l'histoire des sciences, etc.

Le second changement est plus complexe. Pour le résumer à grands traits : la mise en avant de l'Islam et de la religion dans l'histoire de l'Iran depuis 14 siècles se heurte aux modalités de son introduction, une religion apportée, souvent imposée,

par la conquête considérée comme arabe. D'abord uniformément imposée, l'image d'un Iran islamique est peu à peu mêlée de nouveau à l'histoire iranienne dans toute sa chronologie, y compris les périodes préislamiques. Une illustration, sans doute anecdotique, en est donnée par des images représentées sur les timbres-poste iraniens depuis 1980.

Cette islamisation n'a pas atteint l'objet même de la recherche archéologique. De fait, durant la période 1980-1997, les archéologues iraniens ont donné la priorité aux fouilles programmées sur les périodes préislamiques, non pas tant, il est vrai, sur les grands empires iraniens, très emblématiques du régime précédent, mais sur la Protohistoire, non pas lointaine, mais réduite à la période des premiers Iraniens en Iran (env. 1000 av. JC). Un décompte des opérations menées jusqu'en 1992 montre que les fouilles de sites islamiques n'ont jamais été des programmations mais des opérations de sauvetage au cœur des villes ou à leur périphérie, rendues nécessaires par l'urbanisation galopante.

L'apparition de l'archéologie de la période islamique, beaucoup plus tard, est largement le résultat d'une prise de conscience de l'importance de l'archéologie des périodes « récentes », aboutissant à la reconnaissance d'une archéologie médiévale, à l'image du mouvement qui s'est créé en Europe dans les années 1970.

Depuis une dizaine d'années, on observe un nouveau statut et une nouvelle organisation de l'archéologie en Iran. À partir de la présidence de M. Khatami (1997), l'Organisation du patrimoine a favorisé l'émergence de projets conjoints, iraniens et étrangers, soit pour des fouilles programmées, soit pour des fouilles de sauvetage internationales (un cas encore isolé, en 2005-2007). Par voie de conséquence, les « missions étrangères » en tant que telles ont disparu. Les projets incluant des équipes étrangères, tous très contrôlés pour ne pas donner prise aux nationalistes de la profession, sont restés dans la ligne antérieure, en privilégiant les périodes très anciennes, Préhistoire et Protohistoire. Mais ces projets ont marqué aussi le retour de l'étude des périodes historiques, les grands empires perses. Enfin, depuis 2004, soit 24 ans après la Révolution, la toute dernière évolution a été une forte demande iranienne pour l'étude de la période islamique, entendue comme période médiévale. Elle se traduit par un projet conjoint sur une grande capitale du monde islamique, Nichâpour, la Neichabour des textes arabes médiévaux.

Entre sites et paysages; à la découverte d'un patrimoine

Gérard CHARPENTIER

Les villages antiques de la Syrie du Nord font actuellement l'objet d'une demande d'inscription au patrimoine mondial. Ils occupent un ensemble de plateaux calcaires connus sous le nom de « massif calcaire » qui s'étend sur une surface de 2000 km² comprise entre la frontière turque au nord et Apamée au sud, les vallées de l'Afrin et de l'Oronte à l'Ouest et la plaine d'Alep à l'Est..

La mission archéologique syro-française de la Syrie du Nord (direction : G. Tate et M. Abdulkarim) a été sollicitée pour participer, à titre consultatif, au montage du dossier

d'inscription. Cela concerne notamment le chaînon sud (gebel Zawiyé) sur lequel nous travaillons depuis une vingtaine d'années.

Parmi les différents travaux en cours qui s'inscrivent dans une démarche plus historique, deux opérations se rattachent directement à la protection de ce patrimoine:

-L'établissement d'un inventaire à partir d'une carte archéologique (avec les modes et les limites d'enregistrement).

-la validation des travaux archéologiques à travers la mise en valeur d'un site (choix entre restauration / consolidation / signalétique).

Outre les caractères historiques et scientifiques évidents d'un tel patrimoine, nous tenterons de montrer à travers ces deux interventions sur le terrain, d'autres aspects tout aussi importants liés : à l'esthétique (la notion du paysage); au pittoresque (maintenir le caractère pastoral) et au social (communication, information et participation des habitants).

Mise en valeur du patrimoine architectural à Alep : du capital culturel au placement immobilier

Jean-Claude DAVID

Le patrimoine culturel urbain pose des problèmes particuliers du fait de la pluralité de ses valeurs, notamment de son fonctionnement dans la ville vivante et donc de sa valeur d'usage. Le tissu urbain ou les monuments affectés de ce label « patrimoine » sont généralement des propriétés privées dont les fonctions, notamment d'habitat ou d'activité économique, participent à une valorisation foncière et immobilière. Du fait de leur localisation généralement centrale ces quartiers sont soumis à la pression très forte de la demande d'espace, notamment commercial, qui entraîne des changements d'affectation et souvent des destructions déguisées.

Un des problèmes rencontrés actuellement est celui de la concurrence entre :

- la valeur de témoin du passé comme objet de recherche et/ou comme fondement d'une identité nationale ou autre ;*
- la valeur d'usage socio-économique des locaux d'habitation, d'activités et de services ;*
- la mise en valeur touristique qui peut ouvrir la voie à une valorisation essentiellement financière du foncier et de l'immobilier.*

Ces concurrences se durcissent actuellement. Le patrimoine urbain enfin reconnu est activement livré à l'investissement touristique et parfois à ce que certains ont appelé une « disneylandisation » essentiellement motivée par le profit économique. Ainsi, le patrimoine risque de devenir un simple support de placements bancaires et spéculatifs.

Ma présentation se situe dans le contexte urbain d'Alep, mais les sites archéologiques, futurs parcs à thèmes, sont aussi concernés par des concurrences comparables entre mises en valeur possibles, compatibles ou non.

Perceptions et appropriations multiples du passé sur le site archéologique de Bosra en Syrie

Laurence GILLOT

À travers la présentation de la mise en valeur du site de Bosra et de l'observation des pratiques scientifiques, patrimoniales et touristiques qui y ont cours, l'exposé concernera la participation des archéologues (de l'archéologie) à l'élaboration de « patrimoines » (locaux, nationaux, mondiaux). Il examinera plus précisément la question de l'appropriation « locale » et « populaire » d'un patrimoine archéologique défini par les experts étrangers et les autorités syriennes. Le cas de Bosra se prête particulièrement bien à ce type d'analyse. En effet, Bosra est un territoire urbain complexe, actuellement formé d'un site archéologique antique, d'un village moderne érigé sur les ruines antiques à partir du XIX^{ème} siècle et d'une ville nouvelle extra-muros qui s'est développée après les mesures d'expropriation menées à partir des années 1950 en vue du dégagement du site archéologique intra-muros. Si les mesures initiales de mise en valeur ont visé le dégagement des niveaux antiques, en vue notamment de faire de Bosra un site du Patrimoine mondial et une attraction touristique internationale, le site offre un ensemble complexe de ruines, témoins de civilisations et de cultures variées (sémites, grecques, romaines, chrétienne et arabo-musulmane). Ces divers héritages sont toutefois valorisés de manière inégale et différenciée auprès des divers publics (occidentaux, syriens, arabes, iraniens, etc.) de sorte que Bosra joue un rôle de symbole identitaire à géométrie variable, à la fois interne et externe. Dans ces conditions, il y a lieu de se demander ce qui, à Bosra, fait patrimoine pour les uns et les autres et comment cela se traduit dans les pratiques et comportements ? Enfin, il s'agira plus largement de réfléchir aux tensions entre « athâr » et « turâth », patrimoine importé et patrimoine local, matériel et immatériel.

La Bande de Gaza entre Patrimoines et conflits : Un terreau fertile pour un projet de musée archéologique hors normes

Marc-André HALDIMANN

Résumé non fourni

La Mésopotamie dans la construction de l'Etat irakien : réflexions sur les causes patrimoniales de Saddam Hussein

Christine KEPINSKI

Vif défenseur d'un nationalisme arabe puisant ses racines bien avant l'avènement de l'Islam, Saddam Hussein propose aux Irakiens une lecture baassiste de l'histoire. En valorisant le rôle joué par la Mésopotamie, il participe à la construction d'un Irak éternel se libérant des identités confessionnelles meurtrières. Il aime à paraître

comme le successeur de Nabuchodonosor de Babylone et de Sargon d'Akkad qui flattent le culte de sa personnalité.

Depuis les vastes programmes de fouilles de sauvetage faisant appel à l'aide internationale jusqu'au festival annuel de Babylone, Saddam Hussein a beaucoup valorisé dans les années 1980, cet héritage. Par ailleurs il situe sa lutte contre l'Iran chiite dans le sillage des rivalités contre l'envahisseur perse. Exerçant à ses débuts une autorité farouchement laïque, il se concilie par la suite certains adversaires en finançant la restauration de mosquées ou de monuments d'époque islamique. Il n'a pas su éviter que l'ignorance et le fonctionnement tribal de certains territoires aient largement favorisé le pillage des sites archéologiques du Sud mésopotamien, dès la période de l'embargo économique total imposé à partir de 1990 et principalement après la chute de son régime en 2003.

Identités nationales, archéologie, muséographie et développement économique au Bahreïn : une gestion complexe

Pierre LOMBARD

Le petit royaume de Bahreïn, confronté depuis le début de ce 21^e siècle à un essor économique sans précédent et à une démographie galopante, peine à défendre son patrimoine archéologique. Les quelques acteurs de la vie locale qui se sont engagés sur cette voie se heurtent périodiquement à des lobbies influents (construction immobilière, notamment) qui limitent, voire étouffent leur action. Si quelques résultats positifs ont été récemment acquis (inscription du site de Qal'at al-Bahrein au patrimoine Mondial en 2005, par exemple), archéologues et animateurs de la culture régionale ne cachent pas leurs inquiétudes. Parallèlement, une politique de création de musées locaux donne l'occasion de souligner combien les questions identitaires, importantes au Bahreïn où la population revendique des origines diverses, demeurent au coeur du débat.

La concurrence des patrimoines : la médina à l'épreuve de l'archéologie. L'exemple de Tyr

Maud MOUSSI

Il s'agira ici de démontrer le rapport de concurrence frontale qui s'est instauré entre les deux catégories de patrimoine que sont le patrimoine archéologique d'une part, le patrimoine bâti « vernaculaire » de l'autre. Nous nous attacherons à en montrer les fondements historiques en démontant les étapes de construction du paradigme patrimonial à Tyr et notamment la connivence idéologique entre les archéologues et l'Etat jusqu'au années 60.

La matrice touristique et patrimoniale du Liban construite par les voyageurs occidentaux orientalistes dès le XIX^e siècle, par les archéologues puis par l'historiographie chrétienne après l'Indépendance en 1943, a réduit le champ des

hauts-lieux nationaux aux ruines des civilisations antiques. A ce stade le patrimoine se comprenait encore comme âthar (vestiges antiques) plutôt que comme tourâth (héritage, mœurs et traditions). De ce fait, le palmarès des hauts-lieux de la ville de Tyr semble avoir été condensé en une topographie extrêmement dépouillée et résumée, excluant de fait la vieille ville arabe et ottomane du champ de l'historicité légitime et, plus encore, de celui de la patrimonialité. Nous pourrions présenter les effets urbains du principe de protection « sanctuariste » qui a accompagné de telles représentations : planification, servitudes, expropriations, expulsions...

A la faveur de quels processus le rapport de force s'inverse-t-il aujourd'hui globalement à l'avantage du patrimoine « bâti » de la vieille ville ? Quel nouvel ordre patrimonial a fait advenir la medina au rang de « fétiche » ?

Archeological Policy in Syria

Sultan MUHESSEN

Interest in Syrian archaeological heritage dates back to the beginning of the last century. During the french mandate were established the foundations of heritage institutions and archaeological research (Department of Antiquities, Museums, legislations survey, excavations in Mari, Ugarit, Palmyra etc..). National role began only with the independence of Syria, and is increasing gradually; though great part of activities yet covered by foreign institutions, mainly french and german.

The extremely rich and important archaeological heritage of Syria is not used only to deepen knowledge in ancient civilizations but also to construct the national identity of the country. This created confusion between archaeology as objective science and archaeology as ideological instrument. Syrian archaeological heritage is facing also several challenges. modest human, technical, financial support, lack of awareness, destructions by modern activities, natural deterioration without talking about pillage and traffic of antiquities, and so on.

Clear and efficient program to consolidate the infrastructure of the DGAM is highly needed. The protection of archaeological sites and historical cities has to be considered as first priority. Syrian archaeological heritage should be viewed as human heritage, with special attention to develop international cooperation. Archaeology should not only serve the specialists and scholars but must also contribute to help the needs of the whole society in the field of cultures, education, tourism and economic development. Archaeologists have to take part in bridging distances between ethnics, religions, encouraging tolerance, common respect and non-discrimination. While being Director General of Antiquities, between 1993-2000, a global policy aiming to achieve the above-mentioned points was in its gradual, but firm, steps of realization, unfortunately this could not be continued for multiples reasons.